Projet Adapt-WAP au Bénin: Kandi abrite un atelier pour la validation du rapport d'une étude demain

Demain, 25 mai 2023 marquera le début de l'atelier de validation du rapport de l'étude portant sur l'aménagement des corridors de transhumance, des points d'eau et des aires de pâturage en périphérie du Parc W. Cet événement d'envergure rassemblera un large éventail de parties prenantes et se tiendra dans la ville de Kandi.

Projet ADAPT-WAP Intégration des mesures d'adaptation au changement climatique dans la gestion concertée du Complexe Transfrontalier W-Arly-Pendjari (WAP)

Il s'agira de passer en revue et de valider le ra

pp
or
t
de
l’
ét
ud
e,
en
in
té
gr
an
t
le
s
co
nt
ri
bu
ti
on
s
et
le
s
ex
pe
rt
is
es
de
s
di
ff
ér
en

tes parties prenantes. Les discussions porteront sur les meilleures approche

s et les recommandations spécifiques à mettre en œuvre pour la réussite de l’amén

agement des corridors de transhumance, des points d’eau et des aires de pâtura

ge
au
to
ur
du
pa
rc
W,
au
ta
nt
de
me
su
re
s
po
te
nt
ie
ll
es
vi
sa
nt
à
re
nf
or
ce
r
la
ré
si
li
en
ce

des communautés riveraines.

L’atelier sera l’occasion pour les représentants des communes riveraines, des ministères concernés, des ONG, des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, ainsi que des experts du cabinet d’études ECO-CONSULT d’échanger profondément sur l’étude.

Cette rencontre de deux jours bénéficiera de la collaboration étroite des experts de l’Unité Nationale de Gestion du Projet (UGPn), du Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) et de l’African Parks Network. L’atelier sera animé par le bureau d’études ECO-CONSULT, qui a été spécifiquement sélectionné pour mener à bien cette étude d’importance capitale.

Il convient de noter que la réalisation des aménagements identifiés dans le rapport de l’étude contribuera à préserver la biodiversité, à soutenir les activités agricoles et d’élevage, ainsi qu’à renforcer la résilience des communautés riveraines face aux défis climatiques. L’atelier de validation constitue donc une étape cruciale dans le processus de mise en œuvre du Projet Adapt-WAP.

Megan Valère SOSSOU

« 2023 sera une année charnière du PIDACC au Bénin » WOROU WARA Adamou, Coordonnateur National du PIDACC/BN au Bénin

WOROU WARA Adamou, Coordonnateur National PIDACC/BN Bénin

Renforcer la résilience des écosystèmes et des po

pulations affectées par le changement climatique dans le bassin du fleuve Niger au

Bénin, c’est l’objectif du Programme Intégré de Développement et d’Adaptation au

Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger. Plus de deux ans après son lanc

ement officiel par la Banque Africaine de Développement, le gouvernement du Bénin

et l’Autorité du Bassin du Niger, nous sommes alléssà la rencontre du Responsable au

niveau national du programme au Bénin.

Journal Santé Environnement : Bonjour Monsieur, Veuillez-vous présenter s'il vous plaît ?

Je suis WOROU WARA Adamou. Coordonnateur National du Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger (PIDACC/BN Bénin).

Journal Santé Environnement : Comment est-ce qu'on est venu au Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger ?

WOROU WARA Adamou : Pour en venir au PIDACC, il y avait un projet précurseur. Le Programme de Lutte Contre l'Ensablement du fleuve Niger dénommé PLCE. Un programme pilote initié et exécuté entre 2007 et 2012 dans trois pays le Niger, le Burkina Faso et le Mali. C'est au regard des résultats obtenus par ce programme qu'il a été décidé de l'étendre dans l'ensemble des neuf pays membres de l'Autorité du Bassin du Niger. Le PIDACC s'exécute donc dans cet espace. Au plan national, il a été lancé en décembre 2019 pour une durée de

six (06) ans.

Journal Santé Environnement : Au menu de ce programme, quelles sont les principales actions prévues et comment se déroulent - elles au sein des communautés ?

WOROU WARA Adamou: Le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du fleuve Niger a trois composantes. La première est liée à la préservation des écosystèmes dans le bassin du fleuve Niger, la seconde à la résilience des populations au changement climatique et la troisième à la gestion de la coordination du projet.

En ce qui concerne la première composante, des actions essentielles sont prévues. Vous savez que la zone a été sujette de déforestation excessive en particulier la portion nationale qui subit des dégradations avec l'agriculture sur brûlis.

Alors, il a été prévu le traitement de plus de 2500 m3 de ravins. Le développement de l'agroforesterie. Les populations sont désormais amenées à faire de la plantation associée à l'agriculture. Donc il y a un certain nombre d'essences qui sont mises à la disposition des populations pour être plantées sur 1000 hectares.

Des travaux de défense et de restauration des sols, de traitement biologique des ravins et des études telles que le schéma directeur du sous-bassin du Niger, portion nationale sont prévus. Des actions de soutien à la couche vulnérable. De façon globale, des sous-projets sont élaborés par les populations et sont financés par le PIDACC selon les besoins. Quelques-uns sont déjà connus à savoir : la zone cynégétique de la Djona, au niveau du parc W et qui fait objet de réhabilitation sur 450 hectares, la rôneraie de Goroubi entre Malanville et Karimama sur 550 hectares pour régénérer le sol.

Journal Santé Environnement : Que dire donc de la deuxième

composante qui a trait aux ouvrages ?

WOROU WARA Adamou : Oui, pour être résilient la population a souvent besoin d'ouvrage. Il est prévu également dans la composante 2 du PIDACC, la réhabilitation de quelques micros-barrages à vocation agropastorale. Ils sont au nombre de cinq. La construction des barrages qui seront des infrastructures à but multiples disposées pour l'agriculture, l'élevage et la pêche.
Ainsi, il est prévu trois barrages, dont un à Dougoulaye (Gogounou), un à Gamia (Bémbereke) et un autre à Dounkassa (Kalalé). En aval de ces barrages, nous comptons aménager 100 hectares par site donc au total 300 hectares à aménager pour les cultures de contre saison et le riz. Dans le même ordre, nous avons des bas-fonds à aménager sur 100 hectares et la réalisation des magasins de stockage des produits agricoles.

Nous avons des infrastructures qui vont en appui à la lutte contre le changement climatique. Par exemple, compléter à la digue de protection existante, une autre digue sur cinq (05) kilomètres de façon à protéger les populations contre les inondations cycliques.

Il y a deux embarcadères/débarcadères à faire à Malanville et Karimama. Nous aurons à aménager le tronçon de navigation entre Malanville et Karimama pour éviter les noyades.

Puisque le poisson se fait rare dans la zone du bassin du Niger. Un centre d'alevinage sera construit. Aussi, allons-nous développer la pisciculture en cage flottante. Les barrages ont été déjà identifiés bientôt des poissons serons produits en cages flottantes.

La construction de la digue à Malanville nous tient beaucoup à cœur, car par le passé, il y a une digue qui a été réalisée, mais qui ne protège qu'une partie de la population. L'autre partie étant laissée, nous pensons que si nous complétons sur 5 km, elle pourrait réduire les inondations que nous

remarquons chaque année à ce niveau. Des hangars et ponceaux sont entre autres infrastructures qui seront réalisées pour la résilience des populations. C'est là, les actions phares sur lesquels nous avançons tout doucement.

Il y a des activités qui ont démarré. D'autres attendent parce que nous sommes en train d'achever le recrutement des gros bureaux d'étude qui vont non seulement réaliser les DAO, mais qui vont aussi contrôler aussi les activités. Nous sommes à la phase presque terminale.

Journal Santé Environnement : Jusque-là, connaissez-vous des difficultés dans l'exécution de ce programme ?

WOROU WARA Adamou : Oui, des difficultés ne manquent pas en matière de gestion de projet. La première difficulté a été l'absence d'un relais terrain. Mais un bureau d'ingénierie sociale est en train d'être recruté pour mettre à disposition des animateurs qui faciliteront les interventions dans les treize (13) communes que couvre le bassin. Ils seront dès lors, l'interface du projet avec les populations.

L'autre difficulté a été le siège du programme. Dans les documents, le projet doit siéger à Kandi. Nous avons siégé de mi 2020 à mi 2021. Mais il a été constaté que le résultat était difficile à avoir parce que dans le système de passation de marché, il fallait se recourir chaque fois à notre ministère de tutelle. À plus de 700 km de Cotonou, le suivi de nos dossiers a été très difficile.
Ainsi, il a été pris la résolution de déplacer le siège proche du ministère de tutelle afin de liquider les dossiers de passation de marché. Donc, plus tard, on va avoir une antenne mi 2023 à Kandi. L'autre difficulté est liée à la menace terroriste. Nous sommes encore en train de mener des activités surtout à côté du parc W, mais on était obligé d'arrêter. Toutefois, des mesures non moins aisées sont en train d'être prises afin de poursuivre.

Journal Santé Environnement : Quel est la particularité du programme ?

WOROU WARA Adamou : Dans le cadre du programme, nous avons à identifier des couches vulnérables avec qui des actions ponctuelles seront faites. Ces couches vulnérables sont à la fois des groupements de femmes ou des groupements de jeunes qui vont bénéficier d'un certain nombre d'appuis pour des activités génératrices de revenus.

Il y a à Malanville une bonne partie de l'eau envahie par les plantes aquatiques. Au lieu de ramasser ces plantes incessamment, nous allons le transformer en sous-projet. À Malanville, elles seront transformées en compost et utilisées comme fertilisant. À Karimama, ils ont voulu en faire du fourrage pour le bétail.

C'est autant de choses que nous allons développer. Ça ne fait que commencer. Il y a aura des formations à l'endroit des populations à la base. Le compact riz, le compact maïs, et même le compact blé qu'on va introduire dans la zone. Donc c'est vraiment tout un package d'actions.
Des populations à la base seront amenées à se mettre en groupement pour porter des sous-projets. C'est-à-dire que même si le projet prend fin, les populations peuvent prendre le relais sur la base des acquis.

Par exemple, nous avons traité des ravins à Mamassy Gourma (Karimama). En le faisant, nous avons insisté pour que les populations soient impliquées en termes de main d'œuvre. L'impact socioéconomique et environnemental sur les populations a été énorme. Le ruissellement s'est presque annulé.

Journal Santé Environnement : L'avenir s'annonce donc prometteur pour les populations vivant dans le bassin du fleuve Niger ?

WOROU WARA Adamou : Il faut noter que le Bénin fait partie des

pays ayant sorti la tête au plan régional en termes d'avancé. Nous comptons encore redoubler d'efforts. Fort heureusement nous allons commencer 2023 avec les différents bureaux d'étude et le boom sera d'un trait. Les actions que nous menons actuellement témoignent de ce que 2023 sera une année charnière du PIDACC au Bénin.

Journal Santé Environnement : Merci Monsieur le Coordonnateur d'avoir répondu à notre interview

WOROU WARA Adamou : C'est moi qui vous remercie.

Propos recueillis par Megan Valère SOSSOU et transcrits par Constance AGOSSA

Les techniques chinoises offrent aux producteurs de maïs du Bénin un moyen de s'adapter au changement climatique

Extreme weather conditions in Benin due to climate change have led to devastating losses for maize crops, one of the country's predominant agriculture. Consequently, farmers are heavily indebted to microfinance institutions. Smallholders struggle to access modern maize varieties and agricultural technologies that might boost their productivity and provide more drought-resistant crops. The China-Benin Agricultural Demonstration Centre has been making efforts to train farmers on modern farming techniques that would increase yield, but

farmers are left with the significant financial burden of implementing the techniques outright. Moreover, there is no insurance or microfinance structure in Benin to cover climate-related risks in agriculture. Intervention from key stakeholders is required to conquer these challenges.